

I - Procès verbal du 12 décembre 2022

Membres Présents : 21

M. Jimmy FARREAUX Président de séance
Mme Fionna RÉSIDENT Secrétaire de séance
Mme Tuile TONNET, M. François BABO, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET,
M. Chantal MINOT, Mme Elodie LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, M. Ludovic
OCCOLIER, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Livaïl ZACHARIE, M. Teddy POPULO, M.
Jékhieï MELCHIOR, M. Ernest JEAN-LAMBERT, M. Stéphane MARGUERITE, Mme Elodie
BAPTÉ, Mme Samantha ZAMOR, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex
AUGUSTE-CHARLERY, Mme Jeannie JEAN-MARIE.

Membres absents ayant donné procuration : 1
M. Georges CLEON donne pouvoir à M. Jimmy FARREAUX

Membres absents excusés : 2

Mme Lucie LEBRAVE
Mme Christiane MORAND

Membres absents : 4

Mme Odile RÉSIDENT
Mme Sandra BRUNO
M. Albany JEAN-GILLES
Mme Ghislaine SENEÏ

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des
Services.
Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.
Conformément à l'article L. 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été
procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Fionna
RÉSIDENT a été désignée à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'elle a
acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

II/ADMINISTRATION

01-Examen et adoption du procès-verbal du 03 octobre 2022

M. Le président ouvre le débat :

Mme VOLTINE revient sur les propos tenus par M. DAVIDAS en page 14. Elle indique que
les propos ont été enjolivés les propos exacts sont : « il lui reproche de fréquenter des gens
à problèmes qui passent leur temps à pleurer et à quémander, et lui propose alors, d'aller

ensemble à la rencontre de la population pour qu'il lui présente les bonnes personnes à fréquenter dans la commune ».

M. FARREAUX indique que la seule personne susceptible de corriger les propos du procès-verbal est celle qui les a tenus.

M. DAVIDAS confirme que les propos qui sont sur le procès-verbal sont bien les siens.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal adoptent le procès-verbal du 3 octobre 2022 à l'unanimité des membres présents et représentés moins 2 votes contre.

II/ FINANCES

02 - Vente du terrain communal Cadastre A n°1107.

M. MELCHIOR expose.

M. Le Président ouvre le débat :

M. AUGUSTE-CHARLERY : dit que son parti n'a pas voté pour la vente du Valentino au précédent Conseil Municipal, car c'était un scandale, mais là, il s'agit de l'intérêt d'un Vauclinois, donc il vote pour ce point. Il ajoute que participer au Conseil Municipal ne devrait pas être un conflit permanent, mais qu'il faut de l'entente afin de faire avancer ensemble l'intérêt des vauclinois.

VOTE :

Les membres du conseil municipal approuvent la vente de la parcelle de terrain cadastre A n°1107 à l'unanimité des membres présents et représentés.

03- Vente du terrain communal Cadastre A n°1106.

M. FARREAUX quitte la salle pour ce point et M. DAVIDAS assure alors la présidence de séance.

M. MELCHIOR expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. Le Président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal approuvent la vente de la parcelle de terrain cadastre A n°1106 à l'unanimité des membres présents et représentés.

Avant que M. FARREAUX ne rejoigne l'assemblée, M. DAVIDAS répond à M. AUGUSTE-CHARLERY en disant qu'il partage ses propos car en effet, les élus sont présents pour travailler dans l'intérêt des vauclinois.

04 - Correction d'anomalies – Autorisation donnée au Comptable public.

Mme RÉSIDANT expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE veut savoir d'où sortent les montants indiqués sur le tableau et demande sur quel état elle peut les trouver.

Mme MAGDELONNETTE répond que ces sommes ont été communiquées par le comptable public, par le biais d'un état des anomalies qu'il transmet aux collectivités, donc il est possible de vérifier l'état des soldes des comptes sur le portail « Helios » (portail du Trésor Public), pour les personnes habilitées à le consulter.

Mme VOLTINE dit que si le comptable a pu identifier les anomalies via un logiciel, pourquoi Mme MAGDELONNETTE n'a pas pu le faire.

Mme MAGDELONNETTE précise qu'il s'agissait d'opérations sur les années 2008 et 2013 ; Elle est remontée pour vérifier si les comptes avaient été mouvementés, elle n'a rien trouvé, et le comptable public n'a pas pu lui donner plus d'explications. Elle pense que cela est dû au changement de logiciel de la trésorerie du Marin.

Mme VOLTINE demande si l'écriture comptable proposée pour régulariser cette anomalie, est de débiter le compte 1068 et demande qu'elle est la contrepartie.

Mme MAGDELONNETTE répond qu'il faut débiter le compte de réserve 1068 et la contrepartie est de réaliser la même opération dans le compte de la classe 2 correspondant. Il s'agit d'écritures qui n'ont pas d'impact sur le résultat.

Mme VOLTINE essaye de comprendre les explications de Mme MAGDELONNETTE, et lui dit que si elle parle du compte de la classe 2, qu'à un moment il y aura un déséquilibre, donc elle ne comprend pas comment la balance sera faite. Elle dit attendre de voir le budget et le compte administratif pour pouvoir mieux comprendre.

M. DAVIDAS dit qu'il honore le travail fourni par Mme MAGDELONNETTE car c'est en effet bizarre de remettre de l'argent que la ville n'a pas.

Mme VOLTINE n'ayant pas la réponse de la ville, demande si le comptable a pu les renseigner sur le compte « Terrains et Gisements » car des terrains ne sont pas amortissables.

Mme MAGDELONNETTE répond qu'elle a été interpellée par ce compte « terrains et Gisements », car il n'y en a pas sur la ville et elle en a parlé au comptable, mais il n'a pas été non plus en mesure de lui apporter plus de précisions.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité moins 3 votes contre.

Arrivée de M. ODONNAT

05 - Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 – Exercice du droit d'option.

M. DAVIDAS expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE voudrait mieux comprendre et demande pourquoi le rapport parle d'une anticipation alors que ce nouveau référentiel est déjà en application de plein droit depuis le 1^{er} janvier 2021 dans les Collectivités Territoriales de la Martinique (CTM), Guyane, Corse, Métropole et à la ville de Paris.

Concernant le changement de référentiel, il lui semble que quand ce n'est pas possible de reporter les informations N-1, il est possible d'indiquer zéro pour que le logiciel ne soit pas bloqué ; Mais il faut alors dans les annexes, donner un document qui reprend tous les éléments de l'année N-1, les crédits ouverts sur l'année N -1 et, les nouvelles propositions de crédits sur l'année en cours, donc la délibération n'est pas légale. Il devrait y avoir un document qui reprend tous les éléments, toutes les informations qui vont être rapportées en 2023. Mme VOLTINE va interroger le responsable de la légalité concernant cette information, car pour elle, il manque ce document obligatoire qui doit être annexé pour le vote.

Pour répondre à sa première question, Mme MAGDELONNETTE lui dit que le référentiel est applicable de plein droit uniquement à la Collectivité Territoriale de Martinique mais ne s'applique pas aux communes. S'agissant de la seconde question, elle dit que l'absence de cette annexe ne rend pas illégale la délibération. L'important est d'avoir l'avis du comptable public en amont, puisque ce document sera visé dans la délibération.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins 4 votes contre.

06 - Passage à la M57 : Fixation du mode de gestion des amortissements et de leurs durées.

Mme PIERRE-LOUIS expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. Le Président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

07- Décision modificative n° 2

M. OCCOLIER expose.

M. Le Président ouvre le débat :

M. AUGUSTE-CHARLERY demande pourquoi il parle de l'Ecole de Bellevue, alors que c'est l'École de Montagne.

M. FARREAUX répond que l'entité s'appelle « école de montagne », mais pour le Conseil Municipal, c'est l'école de Bellevue.
M. AUGUSTE-CHARLERY dit avoir constaté pas mal de problèmes au niveau du marché et souhaite savoir quand les travaux qui apparaissent dans la décision modificative seront réalisés.
M. FARREAUX répond que tous les travaux seront faits dans l'immédiat.

VOTE :
Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins 4 votes contre.

08 - Versement de subvention à la Caisse des Ecoles

Mme CANCORIET expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. Le Président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

09 - Exercice 2023- avance sur subvention de fonctionnement au CCAS.

Mme TONNET expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. Le Président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

III/ ADMINISTRATION

10 - SPL Martinique Energies Nouvelles-représentation de la ville aux assemblées générales

M. ZACHARIE expose.

M. Le président ouvre le débat :

M.DAVIDAS propose que M. BABO soit le représentant de la ville.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II - SPL Aménagement-Mission relative à l'équipement des bâtiments communaux en panneaux photovoltaïques.

M. POPULO expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE voudrait savoir si c'est à cause de cette nouvelle démarche entreprise par la ville, que certains quartiers n'ont pas de lampadaires.

M. FARREAUX lui répond, que lors de la mandature précédente, il a été voté le passage d'une convention avec le SMEM pour changer tous les luminaires du territoire de la ville et ceux situés sur la voie publique. Ensuite, GETELEC a été mandaté par le SMEM pour remplacer tous les luminaires par des lampadaires LED ce qui permettra à la ville de faire des économies d'énergie. Lors d'une visite, GETELEC a constaté qu'il y avait des lampadaires posés sur le domaine privé, et, la loi ne permet pas de s'en occuper, mais la ville a insisté pour qu'ils s'en occupent car ils alimentent beaucoup de foyers. Quant aux luminaires qui ont été déposés sur des terrains privés, la ville est en pleine réflexion afin de les remplacer. De plus, il y a eu quelques problèmes sur le réseau qui ont causé des pannes à répétition dans plusieurs quartiers et qui devront être résolues sous peu. Il dit que ce projet permet de faire des économies, et de participer activement au développement durable.

M. ZACHARIE, intervient en expliquant que suite à une réunion au SMEM, le problème de coupures de réseaux est récurrent et ce, sur tout le département ce n'est pas uniquement au Vauclain. Les élus ont mis en exergue ces pannes et le SMEM cherche une solution pour régler le problème. M. ZACHARIE a participé au Compte Rendu d'Activité du Concessionnaire (CRAC) d'EDF et toutes ces questions reviennent dans toutes les communes et notamment pour les lampadaires, les supports usés, cassés ou à changer sur les réseaux. C'est une vraie problématique générale.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

IV/ RESSOURCES HUMAINES

12 - Création d'un poste de Volontaire Territorial en Administration.

Mme LUTHBERT expose.

M. Le président ouvre le débat :

M.DAVIDAS propose que M. BABO soit le représentant de la ville.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II - SPL Aménagement-Mission relative à l'équipement des bâtiments communaux en panneaux photovoltaïques.

M. POPULO expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE voudrait savoir si c'est à cause de cette nouvelle démarche entreprise par la ville, que certains quartiers n'ont pas de lampadaires.

M. FARREAUX lui répond, que lors de la mandature précédente, il a été voté le passage d'une convention avec le SMEM pour changer tous les luminaires du territoire de la ville et ceux situés sur la voie publique. Ensuite, GETELEC a été mandaté par le SMEM pour remplacer tous les luminaires par des lampadaires LED ce qui permettra à la ville de faire des économies d'énergie. Lors d'une visite, GETELEC a constaté qu'il y avait des lampadaires posés sur le domaine privé, et, la loi ne permet pas de s'en occuper, mais la ville a insisté pour qu'ils s'en occupent car ils alimentent beaucoup de foyers. Quant aux luminaires qui ont été déposés sur des terrains privés, la ville est en pleine réflexion afin de les remplacer. De plus, il y a eu quelques problèmes sur le réseau qui ont causé des pannes à répétition dans plusieurs quartiers et qui devront être résolues sous peu. Il dit que ce projet permet de faire des économies, et de participer activement au développement durable.

M. ZACHARIE, intervient en expliquant que suite à une réunion au SMEM, le problème de coupures de réseaux est récurrent et ce, sur tout le département ce n'est pas uniquement au Vauclain. Les élus ont mis en exergue ces pannes et le SMEM cherche une solution pour régler le problème. M. ZACHARIE a participé au Compte Rendu d'Activité du Concessionnaire (CRAC) d'EDF et toutes ces questions reviennent dans toutes les communes et notamment pour les lampadaires, les supports usés, cassés ou à changer sur les réseaux. C'est une vraie problématique générale.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

IV/ RESSOURCES HUMAINES

12 - Création d'un poste de Volontaire Territorial en Administration.

Mme LUTHBERT expose.

M. Le Président ouvre le débat :

[illegible]